



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 6, numéro 16
Juillet-Décembre 2023
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/>

**PRESIDENCE CONGOLAISE DE L'UNION AFRICAINE : POSITIONNEMENT
DIPLOMATIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE**

Jimmy LUMBU MWANAMAMA

Assistant de premier mandat à l'Université Pédagogique Nationale et Chercheur associé à
l'IRGES/Kinshasa-RDC

RESUME

Cet article retrace en quelque sorte le rôle que devrait, en principe, jouer la RD Congo, ainsi que les opportunités lui offertes par ce même canal dans la mesure où le continent étant tourné vers l'extérieur, son économie reste et demeure extravertie. C'est ainsi que s'approprier de cette étude peut constituer un point de départ pour la construction d'un leadership éclairé dans le continent entier, mais aussi pour la RD Congo.

Mots-clés : *leadership, économie, développement, Union-africaine, RD Congo.*

ABSTRACT

In a way, this paper traces the role that the DR Congo should in principle play, but also the opportunities offered to it by this same channel insofar as the continent is turned towards the outside world, and its economy remains extraverted. Taking on board this research could be a starting point for building enlightened leadership throughout the continent, but also, and more specifically, for the DR Congo.

Keywords : *Leadership, economy, development, Africa Union, DR Congo.*

INTRODUCTION

La vision de l'Afrique que porte l'Union Africaine en tant qu'organisation, est celle d'une Afrique intégrée, prospère et en paix, gérée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique dans l'arène internationale.

La présidence congolaise au sein de l'Union Africaine est l'une des opportunités que le monde scientifique peut estimer d'une grande importance, ainsi qu'une responsabilité pour l'Etat congolais. La responsabilité est donc de grande portée, car étant au centre géographique, il est aussi au centre sur le plan des échanges au sujet du continent africain.

Certes, présider à la destinée d'un Etat et d'un continent au même moment est une lourde responsabilité, du fait des multiples défis auxquels devra faire l'acteur étatique, ainsi que l'ensemble de la structure africaine. Les défis sont légion, les stratégies aussi doivent l'être, en vue de créer une sorte d'équilibre entre le besoin et les solutions à apporter.

Le secteur économique est une clé pour le développement, non seulement, de la RD Congo, mais aussi, celui de l'Afrique tout entière. Cette approche nous soumettra à un exercice intellectuel consistant à établir les opportunités liées au secteur économique ainsi que de faire un éclairage sur la vision que la RD Congo devra se proposer pour bien mener ses activités comme une organisation supranationale, tout en mettant au profit de l'état congolais les grandes ouvertures que cette responsabilité peut lui offrir.

Cette étude se veut donc axée sur des questions éminemment économiques, lesquelles questions devront nous aider pour produire un travail qui pourra alors aider les politiques congolais et africaines, à bien appréhender tout ce qui touche à l'économie de manière superficielle, en vue d'un rayonnement intégral ; tant sur le plan national, continental et international.

La présidence de la République Démocratique du Congo est donc une question sensible à aborder, aussi par rapport au contexte à travers lequel elle sera effective. Nous ne saurons prendre en compte tous les contours et les détours de cette situation, d'autant plus que la grande partie ou la majeure catégorie du monde scientifique peut aussi s'inviter dans le débat ou même dans la réflexion sur cette présidente qui a fait objet d'une attente assoiffée pour le Congo et le reste du monde au regard de la position géopolitique ou géostratégique qu'occupe la RD Congo.

I. RDC-UA : LES IMPERATIFS DE LA RELANCE DE L'ECONOMIE NATIONALE

Dans ce point, nous abordons les questions des impératifs de la relance économique, le modèle économique congolais ainsi que la politique économique de l'Union Africaine sous la présidence congolaise.

I. 1. Impératifs de la relance économique

Des questions importantes se posent quant au sujet de la relance de l'économie congolaise. Le Redressement d'une économie est aussi comprise sous l'expression de la relance d'une économie, elle suppose préalablement une situation précaire, et qui nécessite une politique de redressement ou une politique de relance en vue de palier aux différentes difficultés, afin de baliser le chemin qui mène vers une situation de suffisance, ce qui conduit inévitablement au développement dans un Etat, en parlant des politiques publiques visant à redresser l'économie nationale.

Pour ce qui est des impératifs d'un redressement de l'économie, ceci vaut un plan de redressement ou un plan de relance ; dans lequel le secteur économique est décidément étudié de fond en comble pour en arriver aux résultats escomptés.

Il est de notoriété publique qu'un plan de relance économique consiste à injecter de l'argent dans l'économie pour lui permettre de redémarrer, notamment dans les situations de crise et de récession. Le plan de relance par la dépense publique ou plan de relance keynésienne est la théorie selon laquelle une économie peut redémarrer si l'Etat prend des mesures de travaux publics. Ces commandes baissent le solde de l'Etat dans un premier temps, mais elles entraînent une augmentation des besoins liée à la main d'œuvre et/ou aux matériaux, relançant les investissements des fournisseurs qui sont en fait, des outils de production, embauches etc., diminuant le chômage, augmentant le pouvoir d'achat et, in fine, engendrant un effet multiplicateur dans tous les secteurs d'activité.

Cette politique s'articule essentiellement sur la hausse du pouvoir d'achat à l'interne, et même à l'externe, c'est-à-dire la consommation des ménages et, de manière générale, l'investissement et les embauches des

entreprises dans tous les secteurs d'activité, dans le souci de répondre aux besoins de consommation variés des ménages.

I. 2. Etat congolais et son modèle économique

Le contexte à travers lequel le Congo prend le contrôle de l'Union Africaine, est dominé par la présence de la pandémie de Covid-19, ce qui rend complexe l'usage de plusieurs autres instruments de relance, et même d'un potentiel modèle économique.

La RD Congo est un Etat en quête d'un modèle économique efficace pour favoriser son essor et lui assurer une croissance économique.

Dans les théories préindustrielles, la croissance économique est expliquée par la progression de la force de travail, soit par la démographie et les évolutions sociétales. Selon Thomas Malthus, la fertilité a un impact sur la croissance économique et constitue un frein dans l'évolution de niveau de vie par tête d'habitant. D'où il tient à limiter les naissances.

De ce fait, il nous semble à première vue que la Chine qui, pourtant est dans la formule "économie socialiste de marché", aussi toute difficile à comprendre dans son système en parlant du modèle chinois au regard d'une juxtaposition de ces deux expressions entre autres ; socialisme et marché. Mais cette politique économique peut inspirer la RD Congo dans le sens de sa démographie qui représente un pourcentage très considérable comparativement à la démographie de la RD Congo.

L'exemple de la Chine est frappant, et nous pousse à une réflexion réaliste qu'elle soit, et qui tente de démontrer la difficulté qu'a le scientifique à bien vouloir étayer sur le réel système ou vision dans laquelle se trouve l'économie d'un Etat, par le biais de la politique mise en place par ses dirigeants.

La RD Congo devra se pencher du côté de plusieurs tendances, qui feront office d'un modèle sectoriel, en vue d'une relance et d'une croissance effectives. Chaque pays a intérêt à exporter les biens qu'il peut produire le moins cher en raison d'un avantage donné. Comme pour dire que la RD Congo est appelé à miser les flux observés par la concurrence imparfaite.

Le modèle économique de la RD Congo est resté longtemps extraverti comme du temps de la colonisation. Les ressources minières sont extraites et exportées à l'état brut sur le marché international. La RD Congo produit ce qu'elle ne consomme pas, et consomme ce qu'elle ne produit pas, cela a pour effet ; ce que le pays est aujourd'hui dans une dépendance dans pratiquement tous les secteurs et, cette situation vaut toutes ses conséquences sur la vie nationale.

D'où la nécessité de revoir le modèle économique de la RD Congo afin de tenter la magie de sa diversification, laquelle passerait par l'exploitation d'autres potentialités que regorge le pays où en créant de la valeur ajoutée aux activités minières en cours d'exploitation.

En outre, la question sur le modèle économique congolais peut outrepasser le niveau de la politique intérieure d'un Etat, et pour prendre aussi les allures d'une politique collective s'agissant d'un groupe ou d'une structure.

De ce point de vue, notons que la RD Congo pourrait faire office d'un géant quant à son apport dans le regroupement, et si et seulement si, il arrivait à évaluer son action dans une structure d'intégration, ce qui fera un soubassement fort pour ce pays aux neuf voisins étatiques et une ouverture à l'océan, l'un des plus rares pays au monde avec une pareille position géostratégique.

I. 3. Politique économique de l'Union Africaine sous la présidence congolaise

L'Afrique a beaucoup de secteurs qui sont en phase d'abandon et, qui nécessite le réveil pour que finalement ce continent géant se réveille et arrive à booster, non seulement, sa propre histoire, mais aussi, celle du monde entier, car les potentiels lui sont disponibles.

La question majeure est celle de savoir si les dirigeants africains sont très loin des questions sensibles qui sont à la base de la vie continentale sans exception aucune en parlant des Etats qui seraient concernés. Il faut donc un pouvoir capable de faire migrer les politiques africains vers la gestion ou la résolution des questions éminemment économiques que politiques.

I. 3. 1. Vision d'une économie globale stable

Chercher à intégrer l'ensemble des Etats membres de l'Union Africaine au sein d'une même zone de libre-échange l'objectif ultime ayant conduit à la mise en place de la ZLECAF. Cette structure d'intégration continentale devra donc booster le commerce intra-africain qui, à son tour, constituera une force pour le changement positif du visage de l'économie du continent.

S'inscrivant dans cette dynamique, la présidence assurée par la République Démocratique du Congo devrait mettre un accent majeur sur les aspects économiques en termes d'échanges entre les Etats africains, le commerce au sein du continent, dans la logique des avantages comparatifs, qui devront faire l'objet de l'attractivité entre les Etats.

Cette situation ne peut nullement être considérée comme un atout pouvant permettre à l'Afrique de voir son décollage économique, sans que le préalable soit au rendez-vous. Il s'agit notamment d'assurer la mobilité interétatique. Elle s'articule essentiellement sur les routes enfin de connecter les pays entre eux, c'est la première dimension de ce que la RD Congo devrait faire à la tête de l'UA.

C'est-à-dire que la présidence doit encourager et initier les grands projets de constructions des routes et autoroutes entre les différentes frontières africaines en vue de permettre à la ZLECAF de faire des réalisations escomptées et impacter la vie des Etats africains dans le secteur de leurs économies respectives et donner au continent une autre vision de la mondialisation, qui commencera d'abord sur le plan interne en parlant de l'Afrique.

Encourager les productions intérieures des Etats pour créer un marché africain qui sera aussi vivace que d'autres grands marchés internationaux ; créer un cadre de promotion des produits africains sur le sol africain afin de donner une chance aux différents acteurs (producteurs) en les offrant des nouvelles opportunités d'investir dans les projets qui ont tendance à développer et à booster les économies, au profit des Etats respectifs.

Cette démarche va doter à la vision ayant conduit à la création de cette zone de libre-échange d'une autre capacité qui permettra à l'Afrique d'avoir dans son actif économique un arsenal important, que c'est soit en termes d'expérience et de capital aussi humain que financier soit-il et, ce qui pourra rendre la compétitivité équilibrée.

La compétitivité internationale impose et suppose que l'Afrique a le devoir sacré de conjuguer des efforts considérables dans le sens de mettre sur les rails ce continent, et cela passe fondamentalement par une politique d'intégration intérieure, qui à notre esprit de chercheur, devrait commencer par l'UA en vue de prendre un nombre assez important de ceux qui adhèreraient dans la vision pour que le résultat soit beaucoup plus important et impactant sur l'ensemble du continent.

Sous le leadership congolais de l'UA, cette politique va donner l'occasion à l'Afrique pour une fois, de délocaliser le débat de la politique politicienne vers la politique économique, et ceci aura un impact significatif dans l'espace africain, et pourra offrir aux Africains un cadre plus large dans le concert des nations, parce qu'elle aura changé les vocables socio-économiques utilisés abusivement pour désigner l'Afrique.

Le réveil de l'Afrique ; longtemps prédit par les uns et décrié par les autres, risque de prendre en otage les chercheurs, sans que ce leitmotiv soit réalisé ; une politique globale pour des questions économiques africaines est certes, l'idée la plus géniale que le Congo lors de son passage à la tête de cette structure d'intégration, soit capable de laisser au reste du continent en vue de quitter la sphère politico-politicienne afin de rejoindre cette façon de faire, qui sera axée sur les solutions aux vrais problèmes qui dérangent le continent, en commençant par le secteur économique.

Certes, l'Afrique s'est dotée depuis un certain temps de ce qu'ils ont appelés l'agenda 2063 ; celui-ci est à la fois une vision que les chefs d'Etats africains se sont donnés, mais aussi, un plan d'action ; un appel à l'action à tous les segments de la société africaine à travailler ensemble pour construire

une Afrique prospère et unie, fondée sur des valeurs communes et un destin commun.¹

Dans le cadre de cette politique africaine axée sur le développement durable, nous pouvons voir la volonté, sinon, le souhait ému par les dirigeants à bien vouloir booster non seulement le secteur de l'économie africaine, mais surtout l'ensemble des segments de la société africaine.

I. 3. 2. Politique économique sur base de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine

Il est vrai que l'idée maîtresse du keynésianisme sus évoqué soit celle qui consiste à amener l'Etat à poser des actions en vue de stabiliser l'économie sur le plan interne. Certes, cette théorie a une portée universelle, c'est-à-dire, qui s'offre à tous, mais dans un cadre aussi beaucoup plus confidentiel, les chefs d'Etats africains se sont fixés un cap vers lequel ils doivent converger les efforts pour que cette action soit au service d'un développement durable, ils se sont donc donnés le devoir sacré d'amener l'Afrique à un stade plus émancipé à l'horizon les années 2063, ils l'ont couchés sous la forme d'un agenda.

Mais la question qui nous intéresse dans ce point est celle de savoir quelle approche économique faire à l'endroit de cet agenda que les dirigeants africains se sont profilés en vue d'obtenir un développement durable en Afrique.

L'Agenda 2063 est à la fois une vision et un plan d'action. C'est un appel à l'action à tous les segments de la société africaine, à travailler ensemble pour construire une Afrique prospère et une ; fondée sur des valeurs communes et un destin commun.²

Dans leur déclaration solennelle sur le 50^e anniversaire, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, tout en reconnaissant les réussites et les défis passés, ont réaffirmé leur volonté de développement accéléré du continent et le progrès technologique.

¹ Premier rapport continental sur l'Etat de la mise en œuvre de l'Agenda 2063, publié en Février 2020.

² Document-Cadre de la Commission de l'Union Africain sur *Agenda2063 l'Afrique que nous voulons*, septembre 2015.

Les voix convergentes d'Africains de différentes origines, y compris ceux de la diaspora ont donné une image claire de ce qu'ils désirent pour eux-mêmes et pour le continent à l'avenir. De ces voix convergentes, un ensemble d'aspirations communes et partagées a émergé, et de ces aspirations le secteur économique est mentionné avec l'accent mis sur une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable.

Cette aspiration témoigne d'une certaine grandeur que si les effets se font ressentir sur le plan continental, l'Afrique connaîtra sans aucun doute une sorte de relance sur son économie, car à la lumière de cette dernière, nous pouvons noter les implications immédiates telles que ; avoir un niveau de vie et une qualité de vie élevés et le bien-être pour toutes les populations africaines, et bien d'autres.

De ce qui précède, nous pouvons alors noter que le travail que devrait abattre la présidence du Congo doit permettre aux autres dirigeants africains de se rallier derrière cette lancée, qui sera promoteur d'une réalisation de la vision propre aux Africains, et qui va assurer le lendemain d'un avenir meilleur pour les générations présentes, mais beaucoup plus futures.

II. PRESIDENCE DE L'UA SOUS LE LEADERSHIP CONGOLAIS ET SON INFLUENCE

Ce point se penche sur l'influence de la présidence de l'UA sous le leadership congolais, l'impact de la présidence de l'UA sous le leadership congolais sur l'économie interne de la RD Congo,

II. 1. Influence de la présidence de l'UA sous le leadership congolais

Toutes les organisations internationales à travers le monde trouvent leur origine dans un contexte précis où le besoin s'est fait ressentir par ceux qui ont à un certain moment vécu l'histoire d'une manière ou d'une autre, les organisations naissent du fait d'un cadre bien connu de ses acteurs les plus proches, et du fait de la mise en place d'un agenda rationnel quant à ce.

L'évolution de ces organisations a donné lieu à une prolifération qui avec le temps, a fini par créer un environnement dans lequel chaque acteur est appelé à entrer en contact avec les autres acteurs.³

Cette situation a conduit sans hésitation aucune les acteurs dans une certaine interdépendance qui fait qu'une structure ne puisse rester pliée sur elle-même, ou encore se renforcer à l'intérieur de ses propres frontières.⁴

La question concernant les influences internationales ou encore africaines d'un tel leadership, est jusqu'à alors épineuse et imprécise, car ne sachant pas exactement ce qui fonde ou ce qui sera le leitmotiv des interactions futures dans le cadre de cette étude qui revêt d'une double nature à la fois ; de guide d'une part et, d'anticipative d'autre part, pour enfin permettre aux uns et aux autres de trouver chacun le contenu qui lui soit utile ; mais il est de notoriété publique que chaque entité devra vivre de sa propre politique mise en marche.

Il est probable que les influences soient mitigées du fait de la complexité des acteurs sur la scène internationale dépend quasiment de la politique mise en place pour ce qui est de l'Union Africaine.

Etant donné que parmi les tâches reconnues à la présidence de l'UA figure aussi celle qui consiste pour le compte de cette dernière, à la représenter aussi bien sur le plan africain et sur le plan international. De ce fait, il est adéquat de croire que certaines influences peuvent aussi provenir du fait de la participation de la présidence de l'Union dans le concert des nations, bonne ou mauvaise qu'elle soit ; même s'il n'existe pas de mécanisme qui soit très bien défini dans le cadre de sa vision, en vue de garantir que les opinions exprimées par le président en exercice reflètent un consensus de tous les Etats membres.⁵

³ *Ibidem*.

⁴ IKWELE I. S., « Analyse sur le nouveau rôle de la République Démocratique du Congo au sein de l'organisation internationale de la francophonie », dans *Intelligence Stratégique*, n°003, Janvier-Mars 2018, p. 178.

⁵ Réseau Open Society Institute, *Renforcer la participation populaire dans l'Union Africaine*, Oxfam, 2009, p. 6.

Qu'à cela ne tienne, il y a lieu de faire un rapprochement entre les théories et les acteurs, ce qui nous amène à dire que le rôle que devrait jouer l'homme à la tête de l'UA est d'une grande importance que nous ne pouvons pas nous en passer si facilement.

Il est donc important de faire savoir que les structures sont dirigées d'après les politiques mises en place par leurs dirigeants ou animateurs. D'où l'importance de placer à la tête des organisations des hommes avec une grande vision de manière personnelle, mais aussi des hommes qui soient à même de porter la vision commune pour un essor commun soit-il.

La promiscuité internationale sur front de la mondialisation impose aux Etats une certaine façon de faire, d'autant plus que les uns et les autres sont appelés à émettre dans une même longueur d'ondes, mais chacun avec ses propres capacités, bon gré ou mal gré cette volonté mondialiste est donc confrontée à la notion prônée par les indépendantistes ou encore de la souveraineté, dans la mesure où les uns veulent sauvegarder leur identité d'une part, et leur patrimoine de manière à conserver le caractère solitaire de ceci, tandis que les autres estiment à leur tour qu'il faut donc conduire le monde sous l'angle d'un village planétaire où les uns et les autres font une sorte d'allégeance à la solidarité internationale permanente et, qui se focalise sur toutes les questions, notamment celles qui relèvent de la souveraineté exclusive des Etats.

Au regard de ce qui précède, nous pouvons donc estimer que parler librement et sans contrainte aucune, de ce qui concerne les influences dans une présidence à l'instar de celle qui fait l'objet de cette étude, donc de l'Union Africaine, exige l'adaptation au contexte susmentionné, et le réalisme au jeu actuel sur la scène internationale, en vue de l'obtention de ce qui fonde la vision ou l'esprit d'une bataille dans ce sens. Mais la question reste pendante, selon que le monde est pluridimensionnel à ce stade, et que les intérêts semblent être mitigés à une certaine mesure. Cette situation rend complexe l'étude dans un contexte international aussi tendu comme c'est le cas avec la situation actuelle monde.

II. 2. Impact de la présidence de l'UA sous le leadership congolais sur l'économie interne de la RD Congo

Il est de notoriété internationale que diriger une organisation constitue en même temps une responsabilité, mais aussi une opportunité ; si tel est le cas il est donc tout à fait adéquat de s'imaginer une série d'avantages que la République Démocratique du Congo peut donc s'offrir de son passage à la tête de l'UA, bien que ce dernier soit revêtu d'une caractéristique tournante, comme pour dire qu'il est inscrit que dans cette logique que ce passage ne soit le dernier pour l'Etat congolais.

La vie d'un pays se situe sur deux plans, le premier est celui qui se rattache au plan interne, et le deuxième est consécutif au plan international, mais dans tous les deux cas les conséquences positives ou négatives qu'elles soient, se font sentir et pèsent beaucoup plus sur le plan interne de l'Etat, plutôt que sur le plan international, sauf dans quelques cas isolés. Il est donc normal de voir aussi cette présidence de l'UA au plan interne de l'Etat qui en assure la direction des affaires.

Depuis bien de temps la RD Congo avait manqué sa participation au rendez-vous du destin, ce grand rendez-vous qui lui est fixé par l'avenir avait donc est zappé dans plusieurs secteurs de la vie étatique sur le plan international, ne faisant pas entendre sa voix, le Congo est donc comparable à un géant déchu ; n'imposant pas sa ligne de conduite sur des questions dont la primeur lui revient de droit, à l'instar de la lutte contre le réchauffement climatique avec sa place de deuxième poumon mondial, le Congo devrait donc s'aligner avec les grandes nations détentrices des forêts les plus riches en flore et faune, comme le Brésil par exemple, mais cela n'a pas été le cas, simplement à cause de la quasi-inexistence d'une nation forte sur plan international et, qui pouvait ramener sur son territoire des multiples avantages dans le choc avec le monde extérieur.

De ce fait, il est impérieux de pouvoir tenir compte de la position qu'occupe l'Etat sur le plan international, comparé à ce qu'il détient au niveau interne, il faut qu'il ait une adéquation entre les deux, sinon la nécessité de revoir la politique étrangère s'impose.

Dans une première vue, la présidence de l'UA a offert à la RD Congo de parler et de faire entendre sa voix d'abord dans l'interaction internationale africaine. Le président en exercice est donc en contact permanent avec tous les membres de l'organisation, et donc la possibilité d'échanger sur les questions sensibles en vue de donner au pays hôte une certaine marge de manœuvre est possible dans la mesure où le cadre est donc officiel pouvant permettre au Congo d'interagir avec les 55 Etats membres.

Cette communication offre la possibilité que la voix de la RD Congo soit entendue dans les grandes rencontres mondiales, aussi pour le compte de l'Afrique, et pour le compte personnel de l'Etat en question ; à l'instar du sommet de G20 ou celui de Cop-26 tenus récemment.

Etant donné que la communication demeure un élément essentiel et primordial au développement d'un Etat, nous serons tenus dans cette situation de dire que la RD Congo a donc une opportunité d'entrer en contact avec le reste du monde dans le cadre de cette présidence tournante de l'Union Africaine, en vue de capitaliser les chances qui lui sont offertes pour qu'enfin le processus de son développement soit déclenché. Celle-ci peut constituer un élément de rayonnement pour la RD Congo à l'ère actuelle, étant donné que sa voix sera entendue presque dans tous les forums à travers le monde, et que sa vision sera aussi par voie de conséquences logiques imprimée, il est donc abordable de penser que le Congo peut alors user de cette marge que lui offre l'organisation panafricaine pour redynamiser sa participation dans le concert des nations et, de faire en sorte que cela ait un impact visible sur sa vie interne.

Faire profiter à des populations d'une ouverture au monde extérieur peut être l'un des avantages que peut offrir cette gestion des affaires, mettre en lise de l'agenda de l'UA des grands projets incluant la participation populaire, dans lesquels on sera tenus de faire recours aussi à l'expertise congolais. Il peut donc y avoir plusieurs autres coïncidences en termes d'impacts possibles du passage de la RD Congo à la tête de l'UA.

Cette situation aboutira aussi sans doute aucun à l'attraction d'un investissement direct étranger dans divers domaines, puisque s'agissant des

questions du développement, l'Afrique est appelée à axer son action vers les projets qui visent un développement exponentiel des communautés membres de cette organisation, et nous estimons que ceci peut constituer un cheval de bataille pour l'équipe qui devra accompagner le chef de l'Etat congolais pour qu'un nouvel élan soit imprimé à la tête de l'UA, longtemps décrié par plusieurs.

III. ENJEUX ECONOMIQUES DE LA PRESIDENCE CONGOLAISE DE L'UNION AFRICAINE

Présider une institution internationale comme l'Union Africaine inclut plusieurs aspects, mais comme cette étude s'intéresse beaucoup plus à ceux qui sont de nature économique, nous serons censés aborder cette question avec une tendance à réduire les domaines sous examen étant donné que nous nous inscrivons dans une démarche qui vise à rétablir le cadre d'une étude axée sur le rôle que devra jouer la RD Congo.

Les enjeux économiques ou carrément les enjeux autour du débat sur les économies africaines en général, et celle de la RD Congo en particulier peuvent varier selon les contextes, et même selon l'appréhension de tel ou de l'autre, mais nous allons avec l'esprit de pouvoir continuer, voir quelques éléments qui entreraient en lignes de compte quand il faut parler des enjeux contemporains qui touchent le secteur économique, alors en accord avec la gestion ou la présidence de l'Union Africaine.

III. 1. Pour une économie au service du développement socioéconomique

Le développement durable est une bataille pour les Etats du monde. Il est vrai que pour parler du développement durable il est alors impératif que l'industrialisation soit au rendez-vous.

Les Etats africains en général manquent quasiment cette politique axée sur la tendance à pouvoir développer leurs économies par l'industrie, ce qui ralentit à forte impulsion ce processus sur le territoire africain de manière générale. Il est donc important de voir ce que l'Occident a pu mettre sur pied dans le secteur de son industrie et, qui lui a permis, non seulement, de sortir

du gouffre, mais aussi, de maintenir le cap et de faire des avancées les unes après les autres.

D'aucun suggère d'emprunter une autre stratégie d'industrialisation qui, dans un contexte de mondialisation des économies et de rude concurrence internationale, améliorerait la compétition des entreprises.⁶ L'Afrique devra de ce qui vient d'être dit, s'inviter dans le débat ; celui de la quête à l'industrialisation, sans laquelle il est difficile d'apporter un quelconque développement dans un secteur ou dans un autre.

Cette capacité à pouvoir développer à partir de secteur économique est l'une des stratégies qui soit à même de permettre au continent de mettre une fois de plus le train de son essor en marche et, à en attendre que les échos probables. Cette probabilité dépend premièrement de la qualité des acteurs en jeu en vue de matérialiser cette vision noble qui veut que l'Afrique se développe, mais d'abord à partir de ses propres potentiels ; question pour elle, de le mettre en valeur, et bien, cette mise en valeur passe inévitablement par l'industrialisation de l'économie.

Il est donc d'une valeur de choix que les dirigeants africains s'appesantissent sur cet aspect des choses, plutôt que de croire à l'avènement d'un mouvement qui va conduire l'Afrique, comme par bâton magique vers un développement durable soit-il.

L'industrialisation dans un pays en voie de développement où d'énormes ressources naturelles sont localisées, aura comme objectif principal de garantir l'autonomie économique nationale par la création d'une capacité industrielle de substitution aux importations et de transformations des produits miniers et agricoles à exporter hors des frontières.⁷

La question sur le développement durable est essentiellement une question mondiale dans un cadre beaucoup plus mondialiste, mais il faut noter que le monde tel que conçu après les deux grandes guerres mondiales

⁶ MUSONDA J. C., « La politique d'industrialisation pour l'éclosion des PME/PMI en Rd Congo », dans *Intelligences Stratégiques*, n°003, janvier-Mars 2018, p. 303.

⁷ *Ibidem*, p. 304.

et, notamment la Guerre Froide ne se laisse pas emporter par la bonne foi simplement, mais il est de plus en plus conduit et animé par la pensée du capitalisme sauvage, qui ne dit pas son nom à proprement parlé. Ainsi, l'industrialisation constituerait-elle pour un pays en voie de développement, un moyen de moderniser sa structure primitive de production et de transformer toute la tradition socio-économique qui y est associée.

L'industrialisation peut, non seulement, modifier la structure des activités économiques modernes, mais aussi, être considérée comme une source d'externalités positives pour les autres secteurs. Elle augmenterait par conséquent l'accroissement potentiel de l'économie afin de faciliter le développement économique aussi durable, par la création des postes de travail, de réduction de la pauvreté et de la promotion des politiques du développement régional.⁸

Se servir de la présidence de l'UA afin de redresser le niveau du pays en interne est une option noble que cette étude propose, mais aussi au regard de la situation actuelle du pays, où la rupture est souhaitée, il est donc logique de penser voir une gestion qui permette, non seulement, de booster l'économie sur le plan interne afin de permettre au pays de se mettre à nouveau sur les rails et, démarrer le processus de son éclosion économique, mais aussi, de donner l'occasion à l'Etat congolais de rayonner sur plan international, surtout au regard de ce qu'il détient comme ressources, ce qui constitue en fait une raison valable de sa participation active au jeu international.

III. 2. Potentiels naturels au service de l'envol économique à l'ère de la mondialisation

La présentation de la RD Congo en ce qui concerne ses ressources naturelles est semblable au scandale géologique tel qu'il est dit à ce sujet. Un pays qui a pratiquement tout, un territoire où la découverte des richesses est loin d'être terminée ; un espace vital avec une valeur ajoutée incommensurable. Il est riche de par son sol, son sous-sol.

⁸ *Ibidem*, p. 304.

Les échanges commerciaux entre les Etats sont une source de profit, et reste essentiellement au centre du développement à l'ère de la mondialisation. Ce phénomène a pris une place importante dans les relations entre les nations, et surtout celles de nature commerciale.

De ce fait, il est impératif de travailler dans le sens d'augmenter sa production, afin de bien concourir avec le reste du monde, ce qui sera pour lui une opportunité d'autant plus qu'il aura déjà gagné le pari de satisfaire la consommation en interne, en produisant ou en étant détenteur d'un potentiel qui va au-delà de la demande intérieure, ce qui va inévitablement rendre ce dernier apte à supplanter sur le marché extérieur avec force.

L'Afrique est tout de même capable à rehausser sa présence ce rendez-vous du destin dans un sens beaucoup plus large. De son côté, la RD Congo est outillée à bien négocier une place de choix dans le commerce international. Ce qui ferait remonter sa puissance économique.

En effet, ce pays est détenteur d'un potentiel énorme, susceptible de lui offrir une place dans le classement mondial dans une production. Cependant, il demeure dans les dernières lignes de ce classement. Les raisons peuvent être légion, mais nous estimons, par-dessus tout, que la politique qui est le leitmotiv d'une vision afin d'obtenir des résultats concrets et escomptés dans le jeu du commerce international.

Le commerce extérieur de la RD Congo souffre de plusieurs maux qui ralentissent son éclosion. Il lui faut trouver des belles opportunités pour un marché gagnant, qui sera au centre de l'intérêt du pays et qui pourra participer au processus du développement du pays par ses richesses naturelles.

L'Etat congolais doit imposer son style son développement sur le plan continental à l'ère actuelle et, doit s'inviter au débat sur le développement, lui qui est au centre de l'Afrique avec une assez grande partie de ressources

naturelles. Il devrait mettre au profit de ses populations des multiples ressources, dont le sol et le sous-sol.⁹

Les richesses du pays doivent bénéficier à ce dernier. Ainsi, la présidence offre en même temps une opportunité à bien entrer en contact direct avec les multiples potentiels preneurs sur la scène mondiale, mais aussi et surtout, elle permet à la RD Congo d'avoir un pouvoir sur ses dérivés.¹⁰

Les ressources naturelles acquièrent une importance stratégique du fait de leur valeur économique et de la puissance qu'elles confèrent aux pays qui y ont accès. La ruée des ressources fut l'un des enjeux majeurs de l'entreprise coloniale et a continué de l'être même après la décolonisation. Il est donc nécessaire de faire une analyse contextualisée en l'endroit de la gestion de ces ressources, et en donner le sens de la rationalité quant à ce.

Le rendez-vous du donner et du recevoir s'étant imposé entre les nations, et donc incontournable, chaque Etat y est invité. Le leadership congolais à la tête devrait alors faire montre d'une souplesse qui va profiter d'abord à l'Etat lui-même, en suite à l'Afrique proche et lointaine et, enfin au reste du monde, car depuis un certain temps, le monde est conçu comme un village planétaire et, évolue comme tel, point n'est l'intention d'échapper à cette réalité.

La RD Congo est donc appelé à jouer un grand rôle au regard de ce qui précède et, doit au fur et à mesure construire sa propre identité par les ressources naturelles qu'elle détient, telle devrait être l'option de puissance en construction que doit prendre le leadership congolais de l'Union Africaine.

III. 3. Développement économique à l'ère de la mondialisation

Développer par l'économie, telle est notre vision de cette nomenclature exprimée par "le développement économique à l'ère de la mondialisation", et nous estimons que ceci devrait être un axe prioritaire pour cette présidence, prise dans un contexte plus ou moins à l'interne, l'Etat

⁹ WACKERMAN, G., *Géographie des conflits non-armés*, Ed. Ellipses, Paris, 2011, p. 130, cité par LAYINGA F., *Op. cit.*

¹⁰ LAYINGA, F., *Les ressources naturelles comme principal facteur du panorama belligérant des Grands Lacs africains*, RDC, Décembre 2015, disponible sur www.ireness.net.

congolais est en quête d'un rééquilibrage entre ses richesses et le niveau de vie que cet acteur privilégie des relations internationales offre à sa population.

III. 3. 1. Le choc avec l'Occident : internationalisation de la gestion économique

La mondialisation offre des connexions entre les Etats. Toutes ces connexions sont liées fondamentalement à la multiplication des formes de communication et, grâce à une concurrence accrue, à la chute des prix pour ces services. Dès lors, l'idée selon laquelle au cœur de la mondialisation, on trouve essentiellement des déplacements d'objets, de signes et de personnes entre des régions et à travers des continents pose la question de l'accès à la connexion d'une part et celle de la politique de diffusion de la culture de masse produite dans les grands centres.

Cette question suscite donc une sorte d'éveil à vouloir cerner la quintessence même, de ce que la mondialisation résulterait dans son choc avec d'autres coins du monde. D'autant plus qu'elle amène aussi un vent de migration des idées, et donc, il est tout à fait adéquat de voir que ce choc au travers de la mondialisation, les uns et les autres peuvent en tirer des dividendes de diverses natures.

De ce choc, peut être tirée une analyse qui estime que le transfert des compétences peut être un élément de bénéfice pour les Etats en recul par rapport à l'industrialisation ou encore moins industrialisés, sensés tirés vers le rapprochement avec les pays nantis. Ce rapprochement est fait sur front de ce flux de la mondialisation, qui s'articule aussi sur des questions de migration des connaissances technologiques.

De ce fait, il est donc normal de croire ou de dire que présider l'UA va impérativement vous mettre en contact avec les autres sphères du monde, d'où l'importance d'associer à l'agenda continental, un autre qui sera essentiellement à portée mondiale. Cet agenda devra être le vœu de l'identité collective de tout un continent, ce qui va permettre aux leaders d'être plus ou moins rassurés de mener un combat aussi pour l'ensemble du peuple africain en dehors des frontières continentales.

Cette approche est indéniable d'une gestion rationnelle de l'Union Africaine, car s'attendre au consensus plus large avec les autres Etats qui ne sont pas membres de l'union est le caractère d'un esprit sensible à la réalité contemporaine. La mondialisation est devenue la grande affaire de notre temps. Elle s'est installée au cœur du débat politique, social et culturel de la plupart des pays. Il n'y a plus guère de société où cette question ne soit pas posée, même si les paramètres de cette interrogation ou les réponses apportées varient grandement d'une nation à une autre.¹¹

Il faille donc tenir compte de l'environnement international dans les grandes et petites décisions sur des thématiques bien précises, en vue de garder un monde unifié, cette thèse s'impose beaucoup plus du plus petit au plus fort, car il faut savoir que même pour cette mondialisation la question de la puissance reste un facteur inhérent au jeu.

Le leadership de l'UA devrait s'appesantir aussi sur cet aspect de chose pour attirer la main extérieure à bien vouloir s'inviter dans ce combat noble, qui est celui de redorer l'image de la RD Congo, et celle de l'Afrique dans leurs secteurs économiques.

Il faut se rendre du caractère international de gestion des structures ayant une vocation à grande échelle, car Zaki L. tente à partir d'une analyse de faire voir que l'on pourra comprendre la mondialisation comme l'entrée symbolique du monde dans l'intimité sociale et culturelle de chaque société, avec tous les effets en chaîne que cette proximité, souhaitée ou redoutée, réelle ou fantasmée, entraîne sur ce que Deleuze appelait notre manière de voir, d'entendre et d'éprouver le monde.

En conséquence, c'est toute l'idée d'un compromis sur des grandes questions qui nécessitent la participation collective du monde dans son ensemble, tout en tenant compte des aspirations rationnelles ou démesurées qu'elles soient de la part des uns et des autres, tous dans un monde pris sous l'angle du grand village planétaire.

¹¹ ZAKI L., *La mondialisation comme phénomène du monde*, disponible sur www.revue-projet.com, Juin 2000.

Il est du devoir de la RDC de faire aussi un lien avec ce que nous appelons, les ressources naturelles africaines ; l'UA doit intégrer dans sa gestion, la dimension consensuelle de la gestion de ses ressources, pour plusieurs raisons ; notamment celle de trouver un cadre d'échange sur base duquel le développement serait au rendez-vous en Afrique.

Donner l'opportunité aux autres Etats de se servir des relations avec elle en vue d'entrer en contact d'avec ses ressources par des canaux officiels au profit du continent ; permettre une gestion des ressources naturelles qui arrête d'être génératrice des guerres et conflits à répétition dans ses différentes régions d'Afrique. Les raisons peuvent être légions, mais nous estimons qu'à ce titre ou à ce stade de l'étude, nous pouvons donc, recommander au leadership congolais et africain ce qui vient d'être dit au regard de la situation sous-examen.

Par cette expression de l'internationalisation de la gestion économique sur front de la présidence de l'Union Africaine nous entendons dire qu'il est sans doute de notoriété internationale que le président d'une structure de grande envergure aussi au modèle de cette dernière doit préalablement savoir qu'il sera appelé à cogérer certaines questions avec l'ensemble du globe, et de ce fait un sens élevé d'un consensus sur bon nombre de dossiers doit l'animer.

Aborder la question en rapport avec le consensus voudrait dire en d'autres termes parler de la négociation. Il est au menu des relations entre les acteurs sur la scène internationale, et cette pratique s'impose. Ainsi, le Président de l'UA doit tenir compte de l'environnement international, maîtriser les enjeux liés à chaque secteur et, enfin associer les acteurs idoines pour chaque thématique afin de permettre à l'UA d'être à la hauteur dans le cadre des négociations internationales.

Ce tact de négociateur devrait conduire à un essor tant pour l'Afrique, mais aussi devra permettre à la RD Congo de capitaliser dans le sens de sa participation dans le débat internationale, car la négociation aboutit à un accord qui est produit grâce à un processus spécifique qui, va

des règles de jeu, de l'influence, des rites, des phénomènes de communication et peut être la force des acteurs en présence.

III. 3. 2. Le mimétisme ou l'invention congolaise au sein de l'UA

La politique de la continuité est au cœur de la recherche d'une Afrique moderne. La société africaine est caractérisée par des ruptures à répétition et par une vague d'agenda gigantesque qui finit par devenir une lettre morte. Cette description décrit de la quasi-totalité du continent qui se caractérise par une sorte d'innovation à la tête de l'Etat africain et donne presque rien en termes de visions claires aux générations futures dans le sens de la cohérence dans une lutte, et surtout lorsqu'on aborde la question relative au développement.

L'occidentalisation est accrue dans le chef des dirigeants africains. Elle constitue une sorte de rétroviseur sur lequel les Africains fixent constamment leur regard. Cette situation est au centre du vouloir faire comme tel, sans en avoir les capacités requises, et donc par la suite, elle finit par rendre caducs les efforts fournis par les uns et les autres dans différents domaines.

La société africaine en pleine construction a besoin à notre sens, d'une expertise africaine, adaptée aux circonstances et aux conditions environnementales des communautés africaines, ce qui a manqué aux dirigeants depuis les années des indépendances dans les colonies occidentales. La pensée de rendre l'Afrique un espace développé est au cœur de la réflexion depuis plusieurs années, mais l'adaptation du concept en tant que tel au contexte africain est souvent absent au rendez-vous, et voilà ce qui justifie le recul constaté dans le processus du développement amorcé en Afrique depuis plus des décennies.

L'Occident est certes avancé en termes de développement et, peut donc de ce fait faire office d'un modèle quant à ce ; mais nous estimons qu'il est fort discutable que le modèle occidental soit à même de servir d'exemple principal pour l'essor de l'Afrique

Les intelligences s'étant émancipées au cours des années, nous avons compris les limites pour chaque théorie du développement, et à cela se

joint les dimensions plurisectorielles qui ne cessent de naître dans chaque époque de l'histoire du monde, pourtant en pleine évolution.

Il est d'une grande nécessité d'associer à toute gestion la dimension socio-culturelle qui estime un rapprochement entre les puissances dirigeantes et celles des dirigés, comme le dit Xavier Coppolani, quand il considère que l'expansion coloniale ne peut se faire sans la compréhension des cultures et coutumes locales pour une bonne entente entre l'administration coloniale et les peuples colonisés.¹²

Vouloir importer l'Occident en Afrique sans une adaptation préalable, c'est tomber dans le piège du mimétisme. L'Afrique doit imposer son style et/ou son modèle de développement, qui soit à même de réussir et inspirer pourquoi pas les générations futures sur l'ensemble du globe. L'obstacle à cette pensée est sans ambages l'esprit tourné vers l'extérieur qui anime les Africains de ce jour.

Il est vrai qu'on dira qu'on n'invente pas la roue, elle a déjà été inventée. Certes l'Occident a tracé un chemin dans divers secteurs de la vie internationale, cela par la puissance dont il est détenteur, mais il y a lieu de faire un raccordement entre les théories et les cibles où ces théories doivent être appliquées, vouloir adapter les choses par rapport à un contexte précis et bien défini.

L'Afrique est bien partie pour aborder les questions du développement en se dépassionnant de toutes les tentatives qui ont échouées et qui ont empêchées à ce continent riche du sol, du sous-sol, et de partout à bien vouloir développer son environnement et, à se doter d'une société industrialisée.

Il est important de faire noter que cette étude ne s'inscrit pas dans la logique de se débarrasser des avancées occidentales, aussi significatives qu'elles soient, mais elle vient donner un autre sens au débat qui alimente les dirigeants africains, en l'occurrence ceux qui siègent à la tête de l'union, car de cette structure l'on peut commencer le processus de développement

¹² CAPPOLANI X., disponible sur www.relationsinternationales.com, consulté le 17 Mars 2021.

africain, du fait de beaucoup de possibilité qui s'offrent à cette organisation, notamment celle lui conféré par tous les Etats membres, consistant par voie de conséquence logique liée à l'intégration dans une organisation paraétatique, de céder une partie de sa souveraineté au profit de celle-ci.

L'UA et tous les acteurs africains devraient à cet effet se mettre en marge de capitaliser les atouts attribués à son organisation, en mettant un accent sur les questions du développement et, c'est ce que nous proposons à l'endroit du leadership congolais.

Ainsi, cette analyse s'invite à être conviée au débat au tour de ce que l'Union Africaine pourrait réellement offrir aux Africains en ce qui concerne le développement et, permettre aux Etats de s'industrialiser à partir des richesses propres que le continent détient. Elle s'adresse aux dirigeants, à bien vouloir transformer les potentiels en consommables d'une grande utilité, et enfin permettra aux Africains et l'Afrique d'être beaucoup plus compétitifs sur le plan mondial. Dans une telle configuration, le débat devrait être axé sur les évolutions innovantes et fera que ce continent de rêve connaisse sa prospérité la plus souhaitée.

CONCLUSION

L'Afrique contient d'énormes potentiels que c'est soit sur le plan des ressources naturelles que sur le plan des ressources humaines. Elle devrait faire l'objet d'un développement depuis bien longtemps. Cette question fait débat dans un sens comme dans un autre. Tout cela dans l'optique de voir ce géant se redresser et rehausser de sa présence le rendez-vous du destin.

L'écart existentiel entre les ressources naturelles du continent d'une part, et le niveau de vie qu'elle offre à ses populations dans la majorité d'autre part, font croire qu'il y a lieu de revoir les modèles économiques existants en Afrique et particulièrement en RD Congo.

Que ce soit pour l'Union Africaine ou encore pour la RD Congo, en parlant du leadership qui est censé booster le secteur économique ; les décideurs doivent rendre les entreprises beaucoup plus compétitives et

favoriser les activités visant le développement des grandes communautés africaines.

Le continent est fort riche de ses ressources, il faudra donc une bonne politique de gestion de ces ressources naturelles laquelle politique devra permettre l'accent sur la création d'entreprises africaines, capables d'apporter des grandes solutions aux problèmes africains, notamment par la mise en place des usines ou sociétés minières, tournées vers l'extraction des multiples ressources que le continent regorge dans ses différents coins, ensuite leurs transformations intégrales et, enfin les productions qui en découleront, lesquelles donneront naissances à des grandes réalisations africaines dans tous les secteurs de la vie.

Cette situation permettra à l'UA d'être présente dans le vécu des Africains. Cela aura un impact positif dans le sens d'avoir une structure d'intégration qui permette au continent de faire des grandes réformes susceptibles de booster les économies des Etats concernés et donner l'accès à des investissements des grandes envergures, qui vont rendre la compétitivité économique beaucoup plus adéquate et de plus en plus équilibrée, qui reflète la dimension et le destin de ce géant.

Ainsi, la présidence congolaise de l'Union Africaine devrait changer les postulats au cœur de cette structure continentale, faire en sorte que les rencontres soient aussi plus tournées vers les questions économiques. Ce qui va constituer une plus-value en termes d'apports sur l'ensemble des activités du continent.

C'est en suivant cette démarche que la RD Congo pourra jouer sa partition au sein de l'union africaine, et en même peut alors booster les économies africaines et, rester dans les inscrits de l'histoire du développement de ce continent ; car c'est celle-là sa vocation qui du reste est attachée au destin glorieux du continent. Ainsi, les résultats de cette étude se présentent aux dirigeants comme un guide qui permet de voir de l'éclairage sur un certain nombre des choses liées au leadership africain dans l'ensemble.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BROSSARD O., « Economie (Histoire de la pensée économique)-Keynésianisme », Encyclopédie Universalis (en ligne).
- CAPPOLANI X., sur www.relationsinternationales.com.
- Communiqué de presse du Secrétaire Général des Nations-Unies du 7 Juin 2002.
- COQUERY-VIDROVITCH C., *Histoire économique du Congo (1880-1968)*, Payot, Paris, 1970.
- DANIEL J. M., *Enseignement de l'économie, Université Française*, disponible sur www.universalis.fr.
- Document-Cadre de la Commission de l'Union Africaine sur *Agenda 2063 l'Afrique que nous voulons*, septembre 2015.
fr.m.wikipedia.org.
- IKWELE I. S., « Analyse sur le nouveau rôle de la République Démocratique du Congo au sein de l'organisation internationale de la francophonie », dans *Intelligence Stratégique*, n°003, Janvier-Mars 2018.
- LAYINGA F., *Les ressources naturelles comme principal facteur du panorama belligérant des Grands Lacs africains*, RDC, Décembre 2015, dans www.ireness.net
- MUSONDA J. C., « La politique d'industrialisation pour l'éclosion des PME/PMI en RD Congo », dans *Intelligences Stratégiques*, n°003, janvier-Mars 2018.
- Premier rapport continental sur l'Etat de la mise en œuvre de l'Agenda 2063, publié en Février 2020.
- Réseau Open Society Institute, *Renforcer la participation populaire dans l'union africaine*, Oxfam, 2009.
- WACKERMAN G., *Géographie des conflits non-armés*, Ed. Ellipses, Paris, 2011.
- ZAKI L., *La mondialisation comme phénomène du monde*, disponible sur www.revue-projet.com, Juin 2000.